

# GUINÉE

## Résumé analytique

La Constitution et d'autres lois et politiques protègent la liberté de religion et le gouvernement a généralement respecté cette liberté dans la pratique. Le gouvernement n'a pas pris de mesures indicatives d'une tendance à l'amélioration ni à la détérioration de la situation en matière de respect et de protection du droit à la liberté de religion.

Il n'a été signalé aucun cas de discrimination ou d'abus sociétaux liés à l'affiliation, la croyance ou la pratique religieuse.

Lors d'entretiens avec des responsables du gouvernement guinéen, le gouvernement des États-Unis a vivement encouragé ce gouvernement à respecter les droits de tous les groupes religieux, en particulier ceux des groupes religieux minoritaires.

## Section I. Démographie religieuse

Environ 85 % des habitants sont musulmans, 10 % sont chrétiens et 5 % souscrivent à des croyances religieuses autochtones, encore qu'une grande part de la population intègre certaines croyances et rituels autochtones dans leurs pratiques religieuses. Les musulmans appartiennent généralement à la branche sunnite ; les chiites sont peu nombreux mais leur nombre augmente. Parmi les chrétiens se trouvent des catholiques, des anglicans, des baptistes, des témoins de Jéhovah, des adventistes du septième jour et plusieurs groupes évangélistes. On trouve aussi en Guinée une petite communauté bahaïe ainsi qu'un petit nombre d'hindouistes, de bouddhistes et de pratiquants de religions chinoises traditionnelles parmi les expatriés.

La population est en majorité musulmane dans chacune des quatre grandes régions du pays. Les chrétiens sont en plus grand nombre à Conakry, dans les grandes villes, dans le sud et dans l'est de la Guinée forestière.

La participation aux offices et aux rites religieux organisés est forte du fait des liens étroits qui existent entre les rituels culturels et les pratiques religieuses.

## Section II. Situation du respect de la liberté de religion par le gouvernement

## **Cadre juridique et politique**

La Constitution et d'autres lois et politiques protègent la liberté de religion.

La constitution protège le droit des personnes de choisir leur religion, de se convertir et de pratiquer la religion de leur choix. À ce jour, cette protection n'a été remise en cause par aucune procédure juridique ou judiciaire. En général, le recours par les voies traditionnelles est préféré aux tribunaux.

Le Secrétariat général des affaires religieuses vise à promouvoir l'amélioration des relations entre les différentes confessions et à atténuer les tensions interethniques. Le secrétaire général nomme six directeurs nationaux chargés des bureaux des affaires chrétiennes, des affaires islamiques, de pèlerinages, des lieux du culte, des affaires économiques et des fondations, ainsi qu'un inspecteur général.

Le Gouvernement consulte le Conseil inter-religions, composé de membres des Églises anglicane, catholique et protestante ainsi que du Secrétariat général des affaires religieuses.

Avant d'être enregistrées par le ministère de l'Administration territoriale et des affaires politiques, toutes les organisations religieuses doivent être agréées par le Secrétariat général des affaires religieuses. Au cours de l'année, les pouvoirs publics ont enregistré tous les groupes qui en ont fait la demande. La petite communauté bahaïe a pratiqué sa religion ouvertement et sans entraves, bien qu'elle n'ait pas demandé à être officiellement reconnue.

Le gouvernement interdit aux groupes religieux ou aux partis politiques d'être propriétaires des stations privées de radio et de télévision, mais autorise la diffusion d'émissions religieuses et politiques par des stations de radio commerciales privées. Il attribue certaines heures d'antenne au cours de la semaine à la télévision nationale appartenant à l'État pour des programmes islamiques ainsi que chrétiens, notamment pour la messe du dimanche, l'instruction religieuse islamique et les prières du vendredi depuis la mosquée centrale.

Il existe à travers le pays un grand nombre d'écoles islamiques dispensant traditionnellement un enseignement religieux, ces écoles étant particulièrement présentes dans la région du Fouta Djallon.

Il existe dans tout le pays plusieurs madrassas (écoles), distinctes des écoles islamiques, généralement liées à une mosquée, et dont certaines sont financées par l'Arabie saoudite, le Koweït et d'autres États du Golfe. Ces madrassas n'ont pas de liens officiels avec le système d'enseignement public et ne sont pas reconnues par le gouvernement parce qu'elles n'enseignent que la langue arabe et la religion islamique. À la fin de l'année, le ministère de l'Éducation s'efforçait toujours d'intégrer ces établissements et ceux du système « franco-arabe », financés par l'État, qui dispensent une instruction religieuse en sus d'un programme d'étude comparable à celui des établissements de l'enseignement public.

Les imams et le personnel administratif de la mosquée principale de Conakry sont des fonctionnaires du gouvernement.

Le gouvernement observe les fêtes religieuses suivantes en tant que jours fériés nationaux : la naissance du prophète Mohammed, le lundi de Pâques, l'Assomption, l'Aïd al-Fitr, la Tabaski et la Noël.

### **Pratiques gouvernementales**

Il n'a été signalé aucun cas d'atteintes à la liberté de religion.

Bien que les groupes religieux non enregistrés puissent être frappés d'expulsion, aucun de ces groupes n'a été expulsé durant l'année et ils ont poursuivi librement leurs activités.

Certains non-musulmans ont affirmé que les pouvoirs publics continuaient d'user de leur influence pour favoriser les musulmans par rapport aux non-musulmans. C'est ainsi, par exemple, que les universités sont fermées le vendredi pour permettre aux étudiants musulmans de se rendre à la mosquée mais pas le dimanche, ce qui empêche les étudiants chrétiens d'aller à l'église. Par ailleurs, le Secrétariat général des affaires religieuses a facilité un pèlerinage à la Mecque pour certains musulmans mais n'a pas offert de service comparable à la communauté chrétienne.

Tous les groupes religieux actifs depuis peu dans le pays doivent s'inscrire auprès du ministère de l'Administration du Territoire et des Affaires politiques. Cette inscription permet aux organisations religieuses d'être exonérées de la taxe à la valeur ajoutée (TVA) sur les expéditions qu'elles reçoivent, ainsi que de bénéficier de certaines subventions énergétiques. Les groupes religieux non inscrits n'ont pas droit à ces exemptions ni aux autres avantages consentis aux groupes inscrits et

peuvent être en outre frappés d'expulsion, sanction ne comportant que des possibilités limitées de faire appel.

Le gouvernement tente actuellement de profiter de la situation religieuse relativement calme dans le pays pour atténuer les tensions ethniques. En août, il a demandé au premier imam, le plus haut dirigeant musulman du pays, et à l'archevêque catholique de Conakry, dirigeant de la plus grande confession chrétienne, de prendre conjointement la direction d'une commission nationale provisoire de réflexion sur la réconciliation qui s'emploierait à la réconciliation ethnique et veillerait à ce que justice soit faite pour les violations des droits de l'homme commises durant plus de cinquante ans de dictature.

### **Section III. Situation du respect de la liberté de religion par la société**

Il n'a été signalé aucun cas de discrimination ou d'abus sociétaux liés à l'affiliation, la croyance ou la pratique religieuses ; toutefois, dans certaines régions du pays, de fortes pressions culturelles, sociales et économiques se sont opposées à la conversion de musulmans à d'autres religions. La communauté missionnaire a signalé que bien que la conversion de la religion musulmane au christianisme soit autorisée par les pouvoirs publics, il en est parfois résulté un ostracisme ou des persécutions de la part des familles et des collectivités.

### **Section IV. Politique du gouvernement des États-Unis**

Le gouvernement des États-Unis a continué d'aborder les questions de liberté de religion et de tolérance avec celui de la Guinée ainsi qu'avec la société civile, dans le cadre de sa volonté constante de promotion de la liberté de religion. Les composantes les plus solides de cette action ont été des efforts de diplomatie publique comprenant notamment un iftar (repas du soir pendant le mois de ramadan) avec des responsables gouvernementaux et des chefs religieux locaux.